personne honnête, être le spectateur attristé de la façon dont, en certain cas, et tout récemment encore, on administre la justice pénale ?

Que sert-il de ne pas tenir fermée la porte de notre demeure, si Nous ne pouvons en sortir sans assister à des scènes littées et rebutantes, sans Nous exposer aux outrages des gens accoutumés à fomentier l'immoralité et le désordre, sans courir le risque d'être la cause involontaire de conflits entre les habitants ? Qu'importe que l'on promette des garanties personnelles aux dignitaires de l'Eglise, s'ils sont obligés de cacher dans la rue les insignes de leur dignité pour ne pas être exposés à toute sorte de mauvais traitements ; si les ministres de Dieu et les choses les plus sacrées sont l'objet de la risée et du mépris, à ce point qu'on ne puisse plus accomplir en public les cérémonies les plus augustes de notre sainte religion ; si enfin les saints pasteurs du monde catholique qui sont obligés de venir à Rome de temps en temps pour rendre compte des affaires de leurs églises, peuvent se trouver exposés, sans aucune garantie réelle, aux mêmes insultes et peut-être aux mêmes dangers ?

Il ne sert de proclamer la liberté de notre ministère pastoral, quand toute la législation, même dans ses points les plus importants, comme sont les sacrements, se trouve en opposition ouverte avec les principes fondamentaux et les lois universelles de l'Eglise. Il ne sert de rien de reconnaître, par une loi l'autorité du suprême hiérarque, quand on ne reconnaît pas la valeur des actes émanés de lui, quand les évêques, mêmes élus par lui, ne sont pas légalement reconnus, et quand, par une injustice sans pareille, on leur défend de jouir des revenus du légitime patrimoine de leurs églises et même d'entrer dans leurs maisons épiscopales ; à tel point qu'ils seraient réduits à un état complet d'abandon, si la charité des fidèles qui Nous soutient, ne Nous fournissait, au moins pour à présent, le moyen de partager avec eux l'obole du pauvre. En un mot, quelle garantie peut donner un gouvernement pour l'exécution de ses promesses, quand la première des lois fondamentales de l'Etat, non-seulement est attaquée impunément par le premier citoyen venu, mais est rendue nulle et vaine par le gouvernement lui-même qui, à chaque pas, en élude les dispositions à son gré, soit par des lois, soit par des décrets qui en détruisent le respect et l'observance ?

Tout cela, monsieur le Cardinal, Nous vous l'avons exposé, principalement afin que vous fassiez connaître aux représentants des gouvernements accrédités près le Saint-Siège, l'état lamentable où le nouvel état de chose Nous a réduit, au grand préjudice de la cause catholique. Nous vous chargeons, monsieur le Cardinal, de réclamer et de protester au nom du souverain Pontife, contre les attentats commis et contre ceux qui se préparent, non-seulement contre Nous, mais contre toute la catholicité. Intéressés non moins que Nous au repos et à la tranquillité des consciences, ces gouvernements voudront prendre en considération ce manque de liberté et d'indépendance dans l'exercice de notre ministère apostolique. Que si chaque fidèle a le droit de demander à son gouvernement de lui garantir sa liberté personnelle en fait de religion, il n'a pas moins le droit de l'inviter à garantir la liberté de celui qui est pour chacun le guide et l'interprète de sa foi et de sa religion.

En outre, c'est de l'intérêt de nos gouvernements, catholiques ou non, de rendre la paix et le repos à la grande famille catholique et de soutenir notre réelle indépendance. En effet, ils ne peuvent méconnaître que, appelés de Dieu à défendre et à soutenir les principes de la justice éternelle, ils ont le devoir de défendre et de protéger une cause qui est la plus légitime de toutes celles qui sont sur la terre, assurés qu'ils doivent être qu'en soutenant les droits sacrés du Pontife romain, ils défendent et soutiennent leurs droits propres. Ils ne pourront contester non plus que le Pontife romain et le trône pontifical, loin d'être un embarras pour le repos et la prospérité de l'Europe, ou pour la grandeur et l'indépendance de l'Italie, a toujours servi de trait d'union entre les princes et les peuples, et qu'il a été de tout temps le centre commun de la concorde et de la paix ; pour l'Italie particulièrement (il convient de le dire), le Saint-Siège a toujours été sa vraie grandeur, le tuteur de son indépendance, le défenseur constant et le boulevard de

sa liberté.

Enfin, comme il ne peut y avoir de meilleure garantie pour l'Eglise et pour son Chef que la prière adressée à Celui qui tient dans ses mains le sort des royaumes et qui peut, d'un signe, apaiser les flots et calmer la tempête, Nous ne cessons d'adresser au Très Haut de continuelles et ferventes prières pour la cessation de tant de maux, pour la conversion des pécheurs et pour le triomphe de l'Eglise notre mère. Unissant donc nos prières à celle de tous nos très chers fils répandus dans le monde catholique, Nous ne pouvons négliger d'appeler sur eux tous, par devoir de reconnaissance, une bénédiction particulière qui leur serve pour les préserver de nouveaux et plus terribles châtements, pour demeurer solides et fermes dans les principes de l'honneur et de la vertu, enfin pour les ramener, par l'intercession de la sainte Vierge immaculée, de son époux saint Joseph et des saints apôtres Pierre et Paul, à la paix et à la postérité d'autrefois.

Recevez à cette occasion, monsieur le Cardinal, la bénédiction apostolique que Nous vous donnons de tout cœur.

Du Vatican, le 16 juin 1872.

PIE IX, PAPE.

Cette lettre du Saint-Père au cardinal Antonelli, dit l'*Echo de Rome*, a été un véritable coup de foudre pour le Gouvernement subalpin. Assez intelligent pour en comprendre l'immense portée, il a eu le déplaisir de s'apercevoir que, malgré tous ses sacrifices pécuniaires, il ne s'est pas trouvé un seul de ses journaux soudoyés capables de la réfuter. Tous l'ont reproduite, il est vrai ; mais pour la combattre les arguments leur ont manqué. Elle reste donc dans toute sa grandeur et toutes ses menaces.

Le mot d'ordre émané du ministère se résume ainsi : " Le Pape peut dire ce qui lui plaît ; mais nous lui avons pris Rome et nous le garderons ; la raison du plus fort est toujours la meilleure. "

L'impartialité dont nous ne nous sommes jamais départis sur la question des écoles du Nouveau-Brunswick et notre devoir de journaliste catholique nous font une obligation de présenter au public de la Province de Québec tous les documents propres à donner une forte assise à son opinion.

Dans notre dernier numéro, nous avons fait connaître la réponse du professeur De Angelis à une consultation de Mgr. Desautels. Aujourd'hui nous publions la circulaire de Mgr. l'Archevêque de Québec au clergé de l'archidiocèse sur le même sujet. Nous laissons nos lecteurs libres de choisir entre ces deux hautes opinions, et de leur part le choix ne peut être douteux ; car si d'un côté le professeur De Angelis se recommande par ses hautes connaissances, de l'autre, Mgr. l'Archevêque de Québec est le juge le plus compétent dans la question religieuse qui nous occupe.

Voici le texte de cette *Circulaire au Clergé* :

Archevêché de Québec, 18 juillet 1872.

Monsieur,

J'ai lu sur les journaux la réponse donnée par Mgr. De Angelis à une consultation relative à la question des écoles du Nouveau-Brunswick. Plusieurs membres du clergé m'ont demandé s'il était vrai, comme l'a affirmé un journal, que cette réponse règle définitivement la question de savoir quel était le devoir du gouvernement et de la Chambre dans cette affaire ?

Je crois devoir protester contre une pareille exagération qui renverse toutes les notions de la hiérarchie ecclésiastique, en donnant à un théologien, quelque soit son mérite, une autorité égale à celle du Souverain Pontife.

" D'ailleurs, il est encore permis de croire que si la difficulté dont il s'agit eût été exposée avec toutes les circonstances capables d'en faire ressortir la véritable nature, la ré-